



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Guadeloupe : plutôt que le dialogue, le gouvernement opte pour la répression et l'affrontement !

Depuis le 15 novembre, la tension monte entre la population de Guadeloupe et les représentants de l'État sur place.

Alors que la situation sanitaire met à mal l'ensemble du secteur hospitalier du pays déjà fortement fragilisé du fait du manque de moyens matériels et humains et que son personnel fait face depuis des mois à la pandémie avec courage et abnégation, le gouvernement a choisi la confrontation directe avec les personnels de santé.

En effet, la demande d'ouverture du dialogue réclamée par nos camarades afin de trouver des solutions justes pour le personnel non vacciné n'est toujours pas entendue. Le gouvernement préfère renvoyer des centaines de personnel chez eux dans un moment de forte tension hospitalière, mettant les effectifs encore plus sous tension et privant de salaire les personnels concernés. Nos camarades de la CGT-G nous indiquent ainsi que, sur le seul CHU de Pointe-à-Pitre, près de 700 soignants ont été mis à pied sur un total de 3000 personnels.

Nous réaffirmons que la coercition en matière vaccinale ne peut pas être la solution et estimons qu'il est primordial de convaincre les soignants plutôt que de les contraindre. Toute autre attitude augmente le ressentiment et fait courir le risque de stigmatiser une profession pourtant déjà bien éprouvée.

En Martinique, un début de solution semble se dessiner en reportant l'obligation vaccinale à fin décembre. Alors, comment accepter que nos camarades Guadeloupéens ne puissent pas bénéficier du même traitement ? Ce qui est possible en Martinique ne le serait pas en Guadeloupe ?

L'entêtement du gouvernement n'a pas laissé d'autre choix à nos camarades que de lancer un mouvement d'action et de grève générale de plus en plus suivie sur l'île. Il dépasse aujourd'hui le secteur de la santé pour s'étendre à toutes les professions.

L'élargissement de ce mouvement de forte contestation est avant tout révélateur du profond malaise social que traverse toute la population de l'île.

Le gouvernement préfère se lancer dans un dangereux bras de fer que d'apporter des réponses aux Guadeloupéennes et aux Guadeloupéens, choisissant de nouveau la voie de la répression et du tout sécuritaire ! Ce sont plus de 70 personnes qui se retrouvent désormais devant les tribunaux suite aux incidents survenus ce week-end. Et le GIGN est maintenant appelé en renfort !

La CGT apporte son soutien à la CGT-G ainsi qu'à la population guadeloupéenne en lutte et exige du gouvernement qu'il ouvre le dialogue, afin d'apporter des réponses justes à la colère sociale qui s'exprime.

Montreuil, le 22 novembre 2021